

Police, répression et chimère du "et en même temps"

■ Après l'évacuation violente d'un camp de migrants à la République, la vidéo d'un producteur de musique passé à tabac par trois policiers choque. Dans l'encadrement de la police, comment expliquer ces faits?

Les policiers sont-ils trop laissés à eux-mêmes ?

L'idée de ce campement place de la République est l'évidente provocation d'experts de tels guet-apens médiatiques, visant à produire des images-choc, tsunami émotif paralysant la réflexion logique. Réflexion que voici. Que font à Paris ces centaines d'Afghans, pour la plupart jeunes hommes issus d'un pays en guerre depuis un demi-siècle, donc aguerris et peut-être dangereux ? Qui les a laissés entrer ?

Au-delà, qui les laisse manipuler par des anarchistes, à seule fin d'agit-prop ?

Le gouvernement défend une loi visant à protéger les forces de l'ordre et il fait bien. Rappel : au quotidien, policiers, gendarmes, pompiers, etc. sont agressés, filmés, traqués jusqu'à chez eux, injuriés sur internet, menacés avec familles et enfants, à l'école, au marché, etc.

Seulement, nos dirigeants amateurs sont incapable de flairer un piège, surtout s'il émane d'anarchistes ou d'antifa, vers lesquels va sa durable faiblesse.

Les gilets jaunes, un massacre ; les anarchistes, zéro répression. Cette complicité larvée avec l'extrême-gauche, d'abord médiatique, se paye aujourd'hui. Pour le musicien frappé, attendons la suite, peut-être plus complexe que d'initiales et émotives annonces. Souvenons-nous de "Théo"... Hollande à son chevet, etc., : on a vu la suite.

■ **Aux postes cadres, qui sont les hommes qui dirigent les policiers et quelles sont leurs méthodes ? Sont-ils moins bons qu'avant ?**

La Préfecture de police de Paris est la plus ancienne du monde, à l'œuvre depuis 350 ans ; à travers guerres, révolutions, etc. elle a servi de modèle à toutes les autres d'Europe, puis du monde. Son encadrement de haut niveau est rarement pris en faute. Ce qui vient d'advenir tient donc moins à un défaut de direction qu'à l'épuisement de personnels trop peu nombreux, courant sans cesse sur un territoire immense (Paris et petite couronne, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine et Seine Saint-Denis) : maintien de l'ordre... émeutes des banlieues hors-contrôle, police du confinement, etc. La base de la police et des gendarmes n'en peut plus, elle est à bout de nerfs - écoutons les alertes des syndicats policiers, toujours plus graves au fil des mois : le résultat, le voici. À la fin, certains en viennent à perdre leurs nerfs, c'est regrettable mais en tout cas prévisible. Encore un problème que ce gouvernement n'a su anticiper. Ca devient chronique.

**■ Quelles responsabilités porte le gouvernement dans ces dérapages ?
Est-il incapable de faire respecter son autorité ou ne l'applique-t-il simplement pas ?**

Responsabilité entière.

La première et la plus ancienne, bien avant M. Macron : avoir fait du corps des commissaires une seconde préfectorale, élitiste et coupée de la base policière. Les récriminations, les alertes remontent toujours moins. Les chefs policiers n'auraient pas dû tolérer que leurs troupes finissent en bêtes de somme ; dédaigner leurs plaintes. Exemple : en Île-de-France, pour gagner trois sous, on sous-traite désormais l'entretien-désinfection des cars de police, CRS en tête, à des sociétés privées peuplées d'islamistes. On voit arriver dans les garages de police des barbus, "zabiba" au front (marque de prosternation fervente). Un jour, un drame adviendra et comme pour l'affaire Harpon, hors d'usuelles simagrées, ce sera de la faute à pas de chance.

■ Le gouvernement a sur le champ dénoncé les faits commis par sa police, est-ce la preuve que la hiérarchie est dysfonctionnelle ?

Mais non !

M. Darmanin n'est pas un vrai dur, c'est clair : il joue les matamores et fait du Sarkozy *light* pour M. Macron. Au premier croche-pied, à la moindre goutte de sang, il reflue sous l'influence de ses conseillers en com'. Comment réprimer en étant adoré de tout le monde - d'abord, des bobos gauche-caviar qu'on fréquente en ville - journalistes en tête ? Il faudrait compter les dirigeants politiques ayant des amants ou maîtresses journalistes ; ou issus du *showbiz*. En France, les bons ministres de l'Intérieur sont craints durant leur exercice, et regrettés à leur départ, chacun sait ça.

En outre, hors amabilités contraintes, comment faire cohabiter au gouvernement un Darmanin qui, verbalement du moins, combat des racailles que son collègue Dupont-Moretti qualifie de pauvres "gamins déchirés par la vie". Un enfant peu doué voit que c'est impossible. Dans la vraie vie, le "et en même temps" est une chimère, rien de plus.

Pour la suite, voyons ce qu'il adviendra si des policiers ou gradés sont sanctionnés, après les récents événements. Conseillons la prudence à nos ministres : l'histoire ne semblant pas être leur fort, rappelons-leur comment la IV^e République entra en agonie : c'était le 13 mars 1958, lors d'une grève de la police. ■